

commerce des armes classiques, mais on lui accorde une attention croissante depuis la fin de la Guerre froide. Les armes les plus communément utilisées dans le cadre du conflit au Mozambique sont les armes légères. La Russie et la Chine étaient les deux plus grands fournisseurs du parti au pouvoir avec un approvisionnement total combiné de 1,5 million de AK-47. L'opposition recevait ses armes de la Rhodésie et de l'Afrique du Sud.

Les opérations des Nations Unies au Mozambique (ONUMOZ) ont amorcé le processus de désarmement le 4 octobre 1992 à la signature, à Rome, d'un cessez-le-feu mettant fin à une guerre qui avait duré 16 ans. Le désarmement a été entravé par les deux camps qui se sont contentés de restituer des armes désuètes, ordonnant à leur faction de cacher tous les armes perfectionnées. Parmi les armes récupérées, seule une petite quantité a été détruite. La réintégration des ex-combattants au sein de l'économie civile a été compliquée par leur faible niveau de compétence et par l'impuissance du marché à offrir des emplois en quantités suffisantes. De nombreux ex-combattants ont donc détournée les armes soustraites à l'ONUMOZ et se sont tournés vers des agissements criminels pour nourrir leur famille. Les représentants de la police et de l'armée avaient pour mandat de contrôler la diffusion du crime, mais puisqu'un grand nombre de ces agents étaient impliqués dans le trafic des armes, les représailles à leur endroit se sont avérées des plus problématiques.

En dépit des efforts locaux de contrôle, bon nombre des armes du Mozambique sont expédiées en Afrique du Sud. Les forces de sécurité locales et les gangs criminelles réclament des armes pour contrôler leur sphère d'influence, les pistolets étant plus populaires que les AK-47. L'article signale certains des efforts coopératifs visant à mettre un terme au trafic (collaboration accrue entre les forces policières d'Afrique du Sud et du Mozambique). Cette coopération est encore à l'état embryonnaire et elle pourrait être renforcée en permettant, par exemple, aux policiers de traverser les frontières lorsqu'ils poursuivent les trafiquants d'armes).

Il est particulièrement difficile de mettre au jour les liens qui unissent les fonctionnaires aux syndicats du crime. Le défaut d'y parvenir « aura vraisemblablement des répercussions importantes sur la démocratie et les libertés civiles. »